

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

Les ménages pauvres sont les plus durement touchés

Les estimations de la FAO indiquent que la faim a augmenté à l'échelon mondial sous l'effet des prix élevés des aliments. Alors que les médias consacrent de nombreux reportages aux personnes, familles et communautés touchées, il apparaît important de comprendre qui, en dernière analyse, se trouve pénalisé par ces prix élevés et qui en tire parti et pourquoi. Ces connaissances permettront de mettre en œuvre des politiques et programmes au bénéfice des plus pauvres.

La FAO a examiné l'incidence des prix élevés des denrées alimentaires sur le bien-être des ménages. Les analyses empiriques présentées dans cette section montrent que, à court terme, ce sont les ménages pauvres des zones rurales et urbaines qui, en grande majorité, sont les plus affectés. Parmi eux, ceux sans terre ou ceux dirigés par des femmes sont les plus vulnérables. Les répercussions sont toutefois variables, même chez les ménages pauvres, et dépendent de plusieurs facteurs.

La mesure dans laquelle les ménages produisent les aliments qu'ils consomment, plutôt que de les acheter sur le marché, est un facteur particulièrement important. On considère qu'un ménage est acheteur net d'aliments lorsque la valeur des denrées de base qu'il produit est inférieure à celle des denrées de base qu'il consomme. Les ménages pauvres sont généralement acheteurs nets d'aliments, même dans les zones rurales où l'agriculture et la production de denrées de base déterminent les principaux moyens d'existence. Selon les chiffres de la FAO portant sur neuf pays en développement, les trois quarts environ des ménages ruraux et 97 pour cent des ménages urbains sont acheteurs nets d'aliments (voir le tableau).

Les acheteurs nets d'aliments devraient être pénalisés par le renchérissement des denrées de base. L'ampleur du choc dépend en partie des régimes types. Les ménages qui consacrent une grande

partie de leurs revenus à l'achat d'aliments faisant l'objet d'un commerce international (tels que l'orge, le riz et le maïs) risquent davantage de voir baisser leur bien-être global. Cette catégorie comprend la plupart des ménages urbains. L'ampleur de cette baisse dépend de la capacité du ménage à modifier ses habitudes de consommation au profit de denrées moins onéreuses, généralement non commercialisées sur les marchés internationaux,

comme les racines et les tubercules. À l'inverse, les ménages qui possèdent des terres ou tirent une part de leurs revenus de la production et de la vente d'aliments de base qui font également l'objet d'un commerce international pourraient profiter de l'envolée des cours mondiaux. Toutefois, le niveau élevé du prix des carburants et des engrais devrait absorber une partie de ces gains. À moyen terme, la plupart des agriculteurs tendent

Philippines: le prix du riz accentue la pauvreté

Aux Philippines, le renchérissement du riz pousse de plus en plus de familles vers la pauvreté, ce qui pèse sur la réalisation de l'OMD 1 (qui est de réduire de moitié le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1 dollar EU par jour à l'horizon 2015). L'extrême pauvreté, qui touchait plus de 24 pour cent des familles philippines en 1991 était tombée à 13,3 pour cent en 2003, mais elle recommence aujourd'hui à augmenter.

L'inflation a gagné près de 2 pour cent entre mars et avril 2008, pour s'établir à 8,3 pour cent. Elle a atteint 9,6 pour cent en mai, soit son plus haut niveau depuis

1999. Joel Saracho, Coordonnateur national de l'Alliance mondiale contre la pauvreté aux Philippines note que les «revenus sont déjà à peine suffisants pour satisfaire les besoins quotidiens et, pourtant, le pouvoir d'achat [des ménages] enregistre un nouveau recul». Leonardo Zafra, agent de sécurité à Manille, explique que son ménage a été contraint d'emprunter à des taux exorbitants: «Nos dettes s'accumulent». Son salaire de 260 pesos par jour (environ 6,50 dollars EU) ne suffisait pas à payer les services de base, l'éducation de ses enfants et la nourriture.

Source: IRIN news service, mai/juin 2008.

Acheteurs nets de denrées de base

	Ensemble des ménages			Ménages pauvres		
	Urbains	Ruraux	Tous	Urbains	Ruraux	Tous
	(en pourcentage)					
Albanie, 2005	99,1	67,6	82,9	*	*	*
Bangladesh, 2000	95,9	72,0	76,8	95,5	83,4	84,2
Ghana, 1998	92,0	72,0	79,3	*	69,1	*
Guatemala, 2000	97,5	86,4	91,2	98,3	82,2	83,1
Malawi, 2004	96,6	92,8	93,3	99,0	94,8	95,0
Nicaragua, 2001	97,9	78,5	90,4	93,8	73,0	79,0
Pakistan, 2001	97,9	78,5	84,1	96,4	83,1	85,4
Tadjikistan, 2003	99,4	87,0	91,2	97,1	76,6	81,4
Viet Nam, 1998	91,1	32,1	46,3	100,0	40,6	41,2
Moyenne non pondérée	96,4	74,1	81,7	97,2	87,9	78,5

* Données insuffisantes.

Source: FAO.



à accroître la part des cultures les plus rentables, ce qui pourrait leur permettre de passer du statut d'acheteurs nets à celui de vendeurs nets. Leur capacité d'adaptation dépend de l'évolution de la structure des prix relatifs et de leur accès aux terres, aux ressources et aux servi-

ces nécessaires (voir pages 34-40). La FAO a simulé les répercussions à court terme qu'une hausse de 10 pour cent du prix de plusieurs aliments de base faisant l'objet d'un commerce international pourrait avoir sur les revenus de différents types de ménages, en milieu urbain et

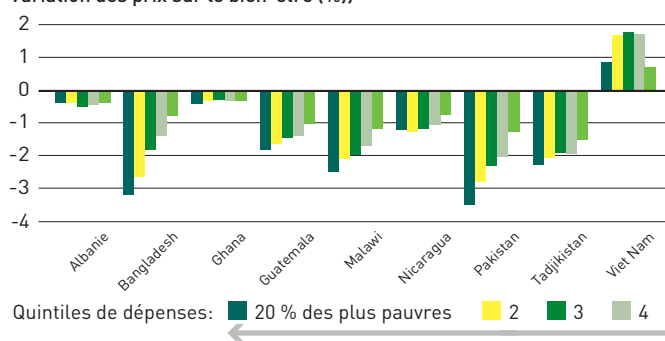
rural (voir l'encadré pour la méthodologie). Il s'est révélé impossible d'utiliser les variations de prix effectivement observées dans chaque pays. En effet, les prix en devises locales ne reflètent pas toujours fidèlement les cours mondiaux (voir l'Encadré page 10) et les hausses varient

20

Une hausse de 10 pour cent du prix des denrées de base fragilise encore davantage les ménages les plus pauvres

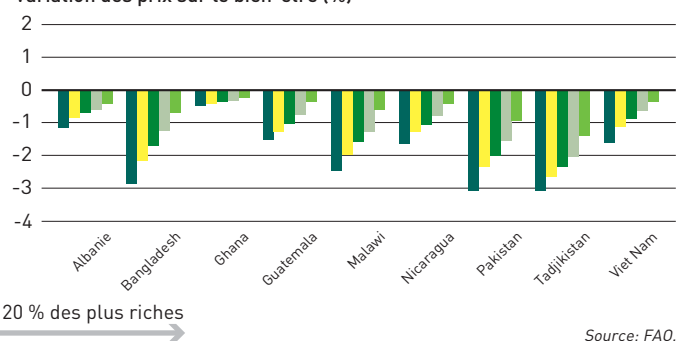
Ménages ruraux

Variation des prix sur le bien-être (%)



Ménages urbains

Variation des prix sur le bien-être (%)



Source: FAO.

Incidence sur le bien-être d'une hausse des denrées de base

L'incidence probable à court terme sur le bien-être a été calculée pour des groupes de ménages classés selon leurs revenus, leurs biens fonciers et leurs stratégies de subsistance, sur la base de données d'enquête portant sur des échantillons représentatifs de plusieurs pays. Elle correspond au revenu nécessaire pour que le ménage revienne à sa situation d'avant le choc des prix élevés, c'est-à-dire qu'elle indique la perte de revenu réel due aux prix élevés des aliments. On retrouve ce chiffre aux Figures 20-23 du corps du texte, exprimé en pourcentage de variation des dépenses totales de consommation. Pour parvenir à cette estimation, on a comparé l'évolution de la part des principaux produits alimentaires dans la consommation et les revenus des ménages après une hausse de 10 pour cent de leur prix. La méthodologie employée est similaire à celle de Deaton¹ et de Minot et Goletti².

Dans chaque pays, ces denrées ont été choisies selon leur poids dans les dépenses totales d'alimentation, avec le résultat suivant: blé, maïs et riz pour l'Albanie; riz, blé et légumes secs pour le Bangladesh; maïs et riz pour le Ghana; maïs, blé et haricots pour le Guatemala; maïs, riz et haricots pour le Malawi et le Nicaragua;

blé, riz et haricots pour le Pakistan et le Tadjikistan; et riz, maïs et haricots pour le Viet Nam.

Les résultats présentés font exclusivement référence à l'incidence à court terme des prix élevés des aliments. Les répercussions sur le comportement de production et de consommation des ménages au fil du temps ne sont pas intégrées. En outre, les augmentations de prix pourraient s'étendre, dans certains pays, à des denrées qui ne sont pas commercialisées sur le plan international, par exemple le manioc. Dans ce cas, les résultats seraient sous-estimés pour les groupes de ménages qui dépensent une part importante de leurs revenus en produits de base non échangeables. Enfin, et pour simplifier, la simulation présume que les variations des prix se transmettent de la même manière aux différents types de ménages, aux consommateurs urbains comme aux petits agriculteurs de zones reculées.

¹ A. Deaton. 1989. Rice prices and income distribution in Thailand: a non-parametric analysis. Dans *The Economic Journal*, 99(395): 1-37.

² N. Minot et F. Goletti. 2000. *Rice market liberalization and poverty in Viet Nam*. Rapport de recherche n° 114 de l'IFPRI. Washington.

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

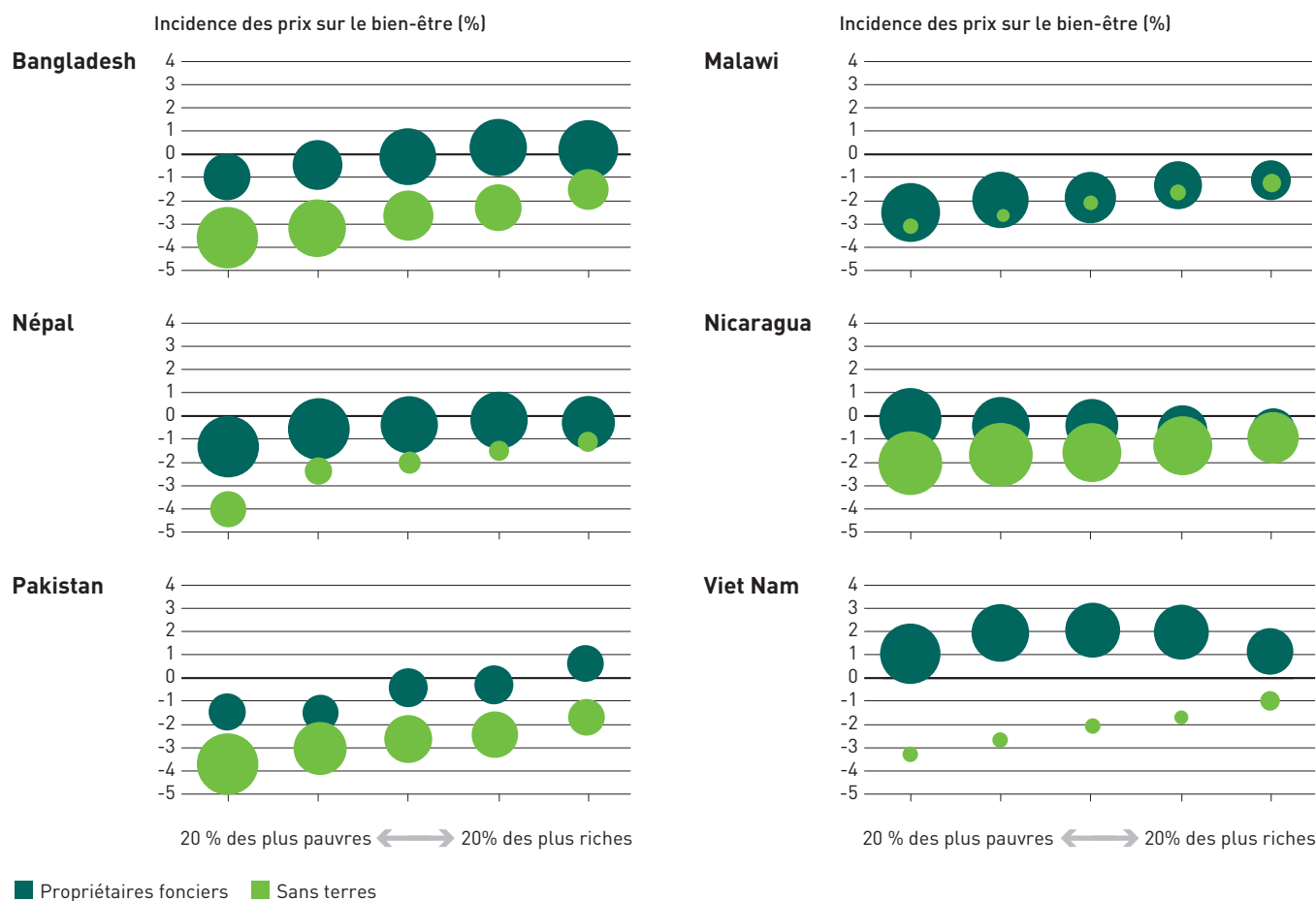
au sein des pays. L'hypothèse d'une augmentation uniforme de 10 pour cent permet d'illustrer la distribution des effets entre les différents groupes de ménages et de faire des comparaisons plus pertinentes entre pays. Des simulations intégrant des augmentations plus importantes, comme on en voit beaucoup dans les pays, généreraient des effets plus marqués mais la distribution entre groupes de ménages resterait identique.

En termes de pourcentage de baisse des revenus, les ménages les plus pauvres des zones urbaines et rurales appa-

raissent les plus affectés par la hausse des prix alimentaires. Cela est inquiétant car l'érosion de leurs revenus réels pèse sur leur capacité à subvenir à leurs besoins de base mais aussi sur leurs perspectives d'échapper à la pauvreté. Pour supporter la pression supplémentaire exercée par les prix élevés des denrées alimentaires, les ménages pauvres pourraient devoir vendre des actifs, et diminuer ainsi leurs moyens d'existence, réduire le nombre et/ou la diversité de leurs repas ou revoir à la baisse certaines dépenses non alimentaires essentielles comme la santé et l'éducation.

Les ménages sont en général moins affectés dans les pays où le régime alimentaire est largement composé de denrées non commercialisées sur le plan international. Par exemple, les ménages ghanéens semblent relativement protégés des fluctuations des marchés alimentaires internationaux car leur alimentation se compose en grande partie de denrées locales telles que le manioc et le sorgho. Si leurs prix augmentaient du fait d'un accroissement de la demande, le renchérissement des aliments aurait une incidence bien plus forte.

21 Incidences sur le bien-être d'une augmentation de 10 pour cent des prix des produits de base sur les ménages ruraux, par propriété



Note: La taille de la bulle représente la portion relative de cette catégorie de population rurale qui possède ou non des terres.

Source: FAO.



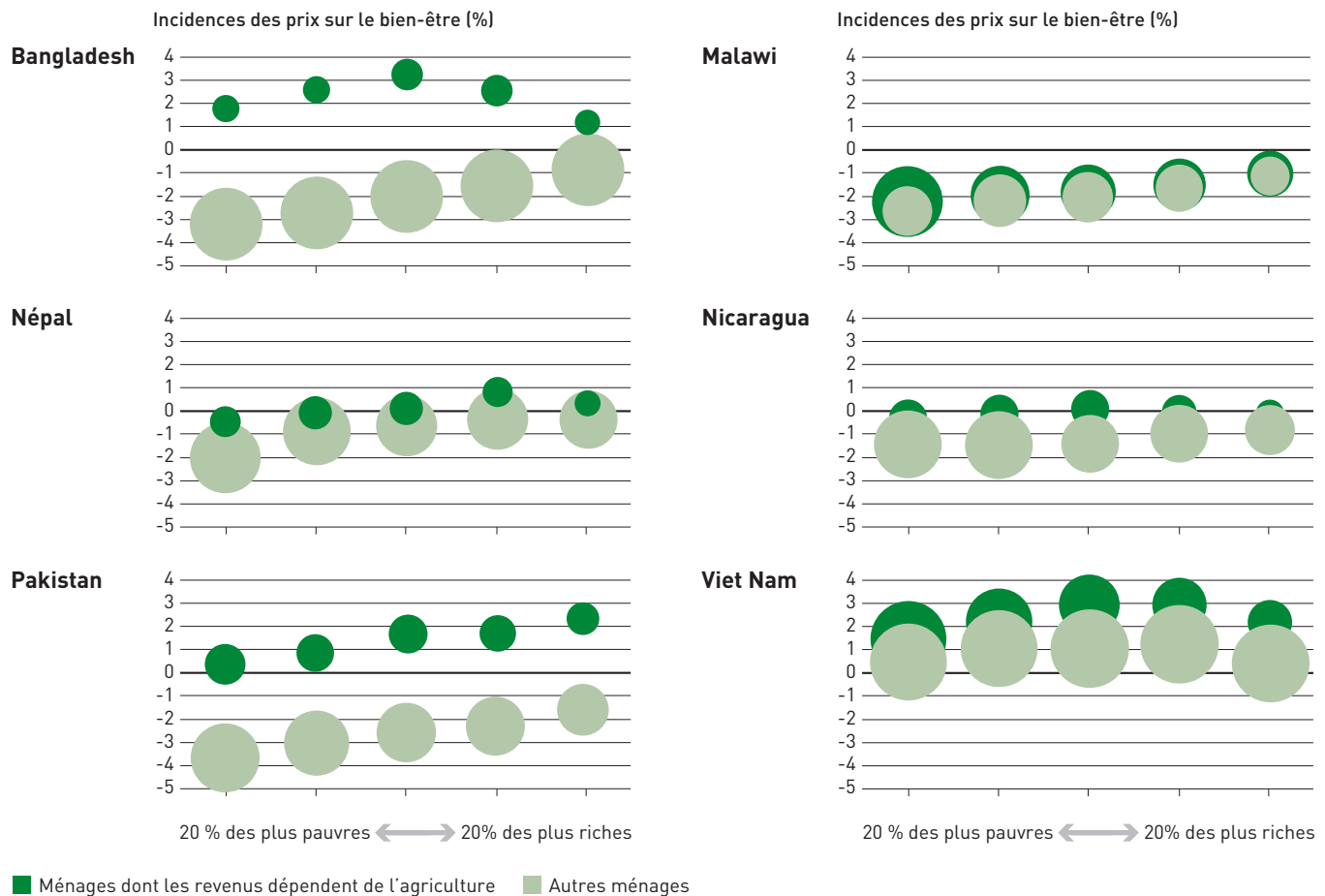
Les effets du renchérissement peuvent varier sensiblement entre les pays où les habitudes alimentaires sont semblables mais non la distribution des terres et les niveaux de productivité. Au Bangladesh et au Viet Nam, le riz est à la fois le principal aliment et la première culture vivrière des petits agriculteurs. La répartition des terres est assez égalitaire au Viet Nam, où la plupart des agriculteurs produisent et vendent du riz. Du fait des gains de productivité spectaculaires réalisés par les petits paysans ces dernières décennies, le pays est devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux de

cette céréale. La plupart des agriculteurs du Bangladesh ont au contraire un accès limité à la terre, souvent par l'intermédiaire de contrats fonciers, notamment des accords de métayage. Compte tenu des différences de régimes fonciers, et donc de la part variable de l'agriculture dans les revenus des ménages, le renchérissement du riz a une incidence très différente sur le bien-être des populations rurales des deux pays. Au Viet Nam, même les ménages les plus pauvres en tirent parti. Au Bangladesh, le phénomène a globalement des répercussions négatives sur les différents groupes de revenus et

en particulier sur les ménages les plus pauvres et sans terre.

L'accès aux principaux biens de production, la terre en particulier, influence la mesure dans laquelle les ménages, même à niveau de revenus similaire, sont touchés par la flambée des aliments ou en tirent parti. Dans l'ensemble, ce sont les ménages sans terre qui sont le plus durement affectés par le phénomène. Les propriétaires fonciers, en particulier les plus riches, sont bien placés pour tirer parti de la hausse des aliments de base faisant l'objet d'un commerce international.

22 Incidences sur le bien-être d'une augmentation de 10 pour cent des prix des produits de base sur les ménages ruraux, par moyen d'existence



Note: La dimension de la bulle représente la part relative de cette catégorie de la population rurale qui est spécialisée dans les activités agricoles ou non agricoles.

Source: FAO.

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

Le prix élevés des aliments peuvent-ils aider les pauvres?

Par définition, les ménages pauvres produisent rarement suffisamment de denrées pour se nourrir et plus rarement encore un excédent commercialisable, ce qui en fait des acheteurs nets d'aliments. À brève échéance, le niveau élevé des prix des aliments pénalise les acheteurs nets, riches ou pauvres, mais son impact sur les plus démunis peut être dévastateur. Cela dit, il peut également, dans certaines circonstances, leur être favorable à court terme. Si les plus démunis sont vendeurs nets d'aliments, comme au Viet Nam, la flambée contribuera à réduire la pauvreté (le fait que ce pays exporte une grande partie de sa production joue également un rôle positif). Cette situation semble toutefois plutôt rare. En règle générale, malgré certaines exceptions, le renchérissement des aliments pénalise les pauvres. À moyen terme, la hausse du prix des aliments incite à augmenter la production, ce qui implique un accroissement de la demande de main-d'œuvre agricole et un relèvement des salaires du secteur. Les salaires agricoles sont une source de revenus importante pour les ruraux pauvres. Leur hausse pourrait amplement compenser les pertes de bien-être dues à la flambée des prix des denrées.

Toutefois, il convient de tenir compte de la rapidité des hausses des salaires agricoles et de leur ampleur. Au Bangladesh, elles ont bien compensé la hausse des prix des aliments au cours des années 50 et 60, mais seulement après plusieurs années¹. Des travaux supplémentaires doivent être menés sur cette question.

Enfin, il apparaît clairement que la croissance agricole axée sur la productivité, en particulier lorsqu'elle est le fait de petits producteurs, a dans l'ensemble une incidence économique positive sur les zones rurales. La hausse de la productivité et des salaires agricoles se traduit aussi par une hausse de la demande pour les biens et services non agricoles produits dans les zones rurales, ce qui alimente la progression de l'emploi, des salaires et des revenus ruraux. La question est alors de savoir dans quelle mesure la hausse des prix des denrées alimentaires se traduira par des gains de production et de productivité, et combien de temps il faudra attendre pour que la croissance agricole entraîne un développement rural global.

¹ M. Ravallion. 1990. Rural welfare effects of food price changes under induced wage responses: theory and evidence for Bangladesh. *Oxford Economic Papers*, 42(3): 574-585.

Les stratégies de subsistance des ménages sont un autre facteur essentiel déterminant l'incidence du renchérissement des denrées sur le bien-être des ménages. Les ménages agricoles (ceux qui tirent de l'agriculture plus de 75 pour cent de leurs revenus) devraient profiter de la hausse, ou moins en souffrir, selon

La Corne de l'Afrique: la population pauvre urbaine frappée de plein fouet

Les citoyens pauvres sont le nouveau visage de la faim dans la Corne de l'Afrique, une région où plus de 14,6 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'aide humanitaire du fait de l'insuffisance des pluies, du renchérissement des aliments et des carburants, des conflits, des maladies animales, de l'inflation et de la pauvreté. Selon le Programme alimentaire mondial, la situation des citoyens pauvres s'est aggravée car ils continuent de subir les répercussions de la flambée du prix des aliments. D'autres ont réclamé une action immédiate pour faire en sorte que la faim ne devienne un engrenage sans issue dans la région, tout en soulignant que les urbains pauvres sont ceux le plus à risque.

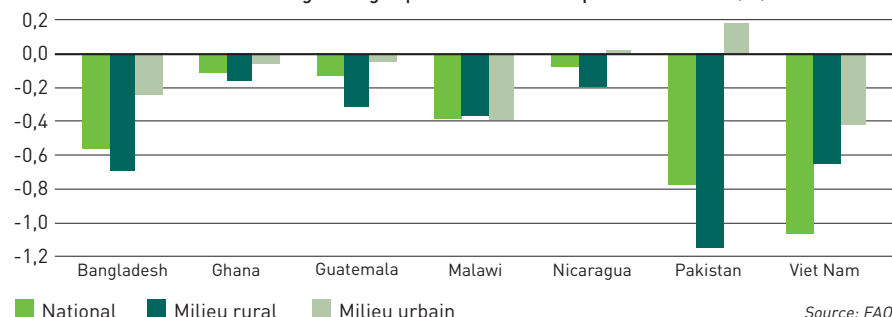
À ce jour, près de 20 millions de personnes vivent dans les bidonvilles de la Corne de l'Afrique et souffrent directement des fluctuations des denrées de base, qui réduisent le pouvoir d'achat et les économies des familles. Bellatu Bakane, 38 ans, une mère de trois enfants qui habite à Addis-Abeba, se sent très frustrée: «Je me fâche, car chaque fois que je me rends [sur le marché], les prix des aliments sont plus élevés» ... «car étant donné que les prix des aliments augmentent, cela nous contraint à moins manger.» De nombreux Éthiopiens sautent des repas et doivent supprimer des «produits de luxe» tels que les légumes et les œufs.

Source: IRIN news service, juin/juillet 2008.

23

L'augmentation des prix alimentaires frappe plus durement les ménages dirigés par des femmes

Variation du bien-être des ménages dirigés par des femmes ou par des hommes (%)





l'importance de leur production d'aliments de base. Au Pakistan et au Viet Nam, et même au Bangladesh, les ménages agricoles tirent un gain substantiel de la hausse, ces bénéfices s'étendant même à certains ménages pauvres. Plus surprenant peut-être, les ménages agricoles les plus aisés n'en profitent pas toujours car ils cultivent parfois d'autres produits qui ne se renchérissent pas nécessairement, comme les cultures à forte valeur ou non alimentaires (par exemple le tabac au Malawi) ou pratiquent l'élevage.

L'incidence sur le bien-être d'une hausse de 10 pour cent du prix des denrées de base varie également selon le sexe. Parmi les ménages urbains (pour l'essentiel acheteurs nets d'aliments), ceux dirigés par des femmes enregistrent, en proportion, un recul de leur bien-être supérieur à ceux dirigés par des hommes. Parmi les pays analysés, le Pakistan est sur ce point l'exception la plus notable. Les ménages dirigés par des femmes y représentent une part plus importante des groupes de revenus les plus aisés. Chez les ménages ruraux, cette catégorie enregistre un recul du bien-être beaucoup plus marqué dans tous les pays.

Au plan national, les ménages dirigés par des femmes sont dans l'ensemble plus vulnérables aux chocs découlant de la flambée des prix alimentaires. Il existe à cela deux raisons. Tout d'abord, ils tendent à dépenser, pour se nourrir, une part plus importante de leur budget que ceux dirigés par des hommes; par conséquent, ils sont davantage touchés par la hausse des prix des denrées. Deuxièmement, ils font face à divers obstacles qui pèsent sur la capacité des femmes à produire davantage d'aliments et donc à profiter de la flambée des prix, au premier chef les différences d'accès aux intrants et aux services, en particulier à la terre et au crédit.

Prix élevés et sous-alimentation – analyse au niveau des ménages

Au-delà des effets sur le bien-être des ménages, il convient de comprendre comment les variations de prix se répercutent sur l'apport calorique et, en bout de chaîne, sur les statistiques nationales ayant trait à la sous-alimentation. À cette fin, on a étudié l'effet d'une hausse de 10 pour cent du prix de la principale céréale de base sur l'apport énergétique alimentaire à partir de données collectées chez des ménages de sept pays différents. Les céréales en question étaient le riz au Bangladesh, au Népal et au Viet Nam; le maïs au Guatemala et au Malawi; et le blé au Pérou et au Tadjikistan. Bien que restreint, ce groupe de pays présente une grande diversité en termes d'habitudes et de production alimentaires ainsi que de sources de revenus.

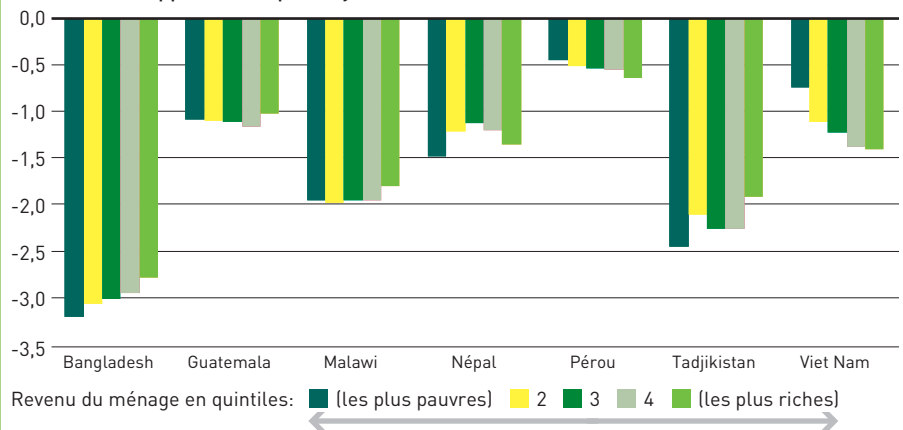
Il est difficile d'établir quels sont les ménages les plus exposés à une augmentation de la sous-alimentation sous l'effet d'une hausse des prix alimentaires. En effet, les facteurs déterminant l'apport énergétique varient sensiblement entre les pays, et même à l'intérieur de ceux-ci. Tout d'abord, la baisse de pouvoir d'achat est plus marquée pour les ménages qui dépensent le plus pour se nourrir, qui sont

aussi généralement les plus pauvres. Toutefois, la hausse des prix des denrées alimentaires égaie également celle des revenus des ménages producteurs d'aliments, qui peuvent être surreprésentés chez les plus pauvres comme chez les plus aisés. Les préférences sont également importantes, car elles déterminent les modalités de substitution alimentaire et la modification de la consommation alimentaire en fonction des variations de revenu.

Les résultats ne sont pas aussi clairs que ceux de l'analyse du bien-être. Ménages urbains et ruraux confondus, il apparaît que les pays où l'aliment de base constitue une part importante de l'apport énergétique alimentaire total (Bangladesh, Malawi et Tadjikistan) sont les plus durement touchés et que la baisse de la consommation de calories est relativement plus marquée chez les pauvres. Toutefois, au Viet Nam, où le principal aliment de base représente 60 pour cent de l'apport énergétique alimentaire total, la hausse des revenus tirés de la production de riz atténue l'incidence du renchérissement des aliments et cet effet est relativement plus marqué chez les ménages les plus pauvres.

Variation de l'apport énergétique alimentaire, par groupes de revenus

Variation de l'apport calorique moyen (%)



Source: FAO.

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

Mécanismes d'adaptation et conséquences nutritionnelles

La section précédente a montré comment la hausse des prix des aliments de base peut affecter le bien-être des ménages, un facteur important déterminant l'accès à l'alimentation, en particulier pour les plus pauvres. À court terme, les ménages ont un choix restreint ou même nul quant aux moyens de s'adapter au niveau élevé des prix alimentaires, ce qui les amène souvent à réduire leur régime alimentaire quotidien. À moyen et long terme cependant, ils peuvent utiliser différentes stratégies pour faire face à la baisse de pouvoir d'achat imputable au renchérissement des aliments.

Selon l'ampleur, la fréquence et la durée des hausses, les stratégies d'adaptation des ménages peuvent être alimentaires, non alimentaires ou mixtes.

Dans les pays où prévaut un régime diversifié, ils réagiront à une montée en flèche soudaine des prix alimentaires en réduisant d'abord le nombre d'aliments consommés dans les différents groupes, sans modifier leur consommation globale d'aliments de base.

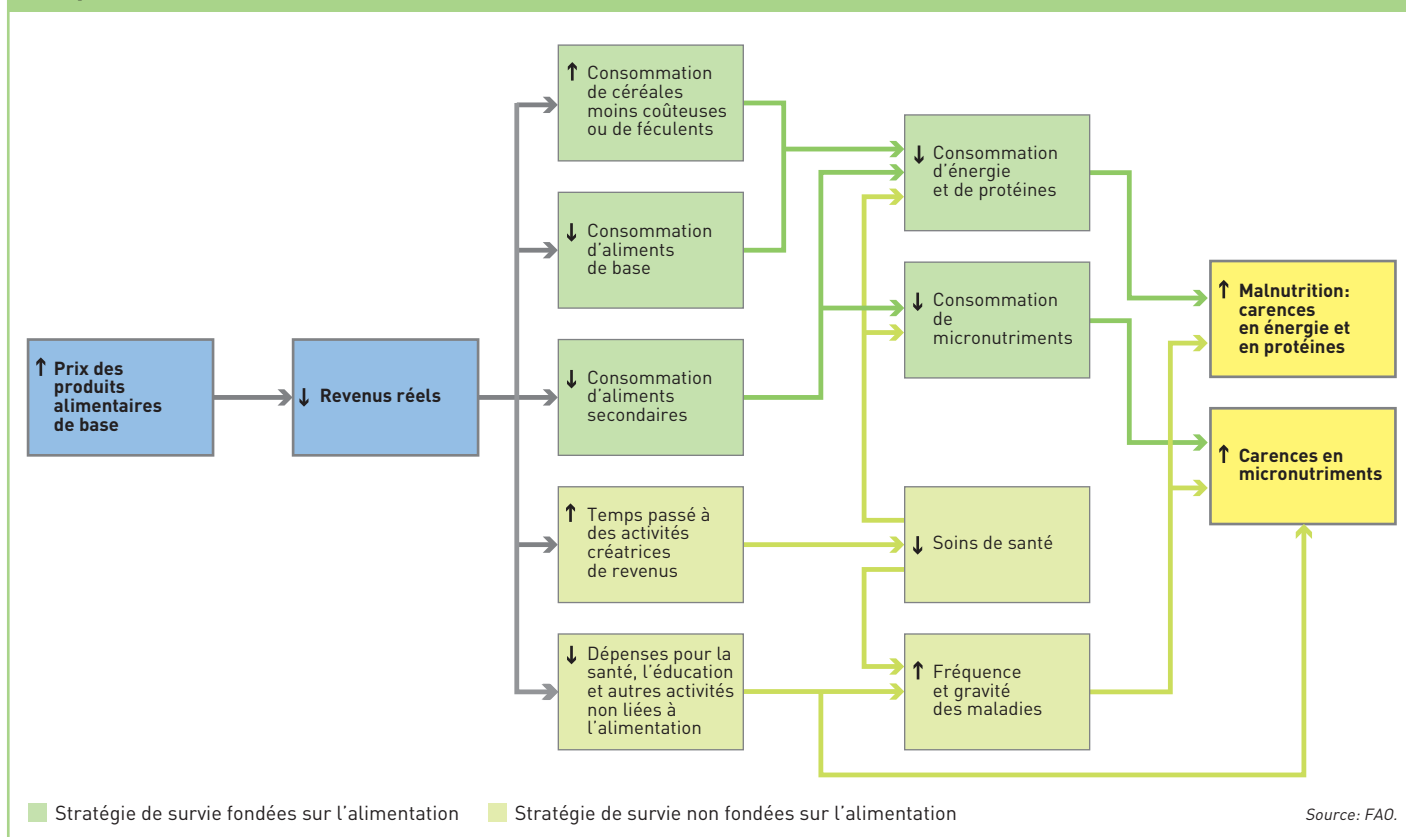
Le prix élevé des produits faisant l'objet d'un commerce international, tels que les céréales de base et les huiles végétales, devrait accroître la prévalence de la malnutrition chez les ménages urbains et ruraux, en particulier dans les pays où les régimes sont déjà peu diversifiés. Les liens entre des prix alimentaires élevés et la nutrition sont complexes et dépendent du contexte, notamment de la distribution géographique des hausses, du nombre de produits concernés dans le pays et

des choix des ménages influant sur les pratiques alimentaires, sanitaires et de soins. La Figure 24 présente les différentes réponses que peuvent apporter les ménages et les répercussions potentielles des différentes stratégies d'adaptation sur l'état nutritionnel des personnes.

Lorsqu'on analyse l'incidence sur la nutrition du comportement adopté par les ménages et les individus du fait du prix élevé des aliments, on classe généralement les stratégies d'adaptation en deux catégories: alimentaires ou non alimentaires. Parmi les stratégies alimentaires, un fléchissement soudain du pouvoir d'achat peut, par exemple, amener les populations à modifier la quantité et la qualité des aliments consommés et/ou à en réduire la diver-

24

Comportement de survie des ménages et incidences nutritionnelles résultant d'une hausse soudaine des prix alimentaires





sité. Ainsi, une hausse du riz importé en Afrique de l'Ouest pourrait contraindre les ménages à basculer vers un riz national moins onéreux ou d'autres féculents tels que le sorgho ou le mil. Les ménages à faible revenu qui n'ont guère la possibilité de réduire la diversité de leurs régimes alimentaires réagiront simplement en diminuant le nombre de repas quotidiens et leurs dépenses non alimentaires. Parmi les stratégies d'adaptation non alimentaires figure la réduction des dépenses de santé et d'éducation ainsi que la recherche d'autres sources de revenus visant à compenser la perte de pouvoir d'achat. Il est important de noter que l'ampleur des répercussions sur les ménages et les personnes dépend largement de leur comportement de consommation et de leurs revenus *avant* le choc de prix.

Des incidences variables sur la nutrition

Au plan national, plus le revenu par habitant est important, plus la part allouée à l'alimentation se réduit. En moyenne, elle va d'environ 60 pour cent dans les pays les plus pauvres à 15 pour cent ou moins dans ceux à revenu élevé. Les ménages des pays à faible revenu tirent généralement des céréales une part plus importante de leur apport énergétique total. Par conséquent, le renchérissement des aliments, en particulier des céréales, aura un impact plus marqué dans les pays à faible revenu. Cet effet est amplifié dans ceux où une large part de la population est déjà sous-alimentée et où les régimes des pauvres sont moins diversifiés. Les ménages doivent alors réduire le nombre de repas et/ou leurs portions, d'où un recul de l'apport énergétique et une progression de la sous-alimentation. Dans les pays aux régimes plus diversifiés, le principal problème nutritionnel associé au choc de prix est l'augmentation du risque de carences en micro-

nutriments essentiels tels le fer et la vitamine A, les ménages étant contraints de consommer moins d'aliments.

Diversité alimentaire et nutrition

Les bilans alimentaires nationaux témoignent de la forte influence que les revenus exercent sur les choix alimentaires. La part de l'apport calorique issu d'aliments d'origine animale, des huiles végétales, du sucre, des fruits et des légumes augmente avec le revenu par habitant, alors que celle des racines, des tubercules et des légumes secs se réduit. Par conséquent, les régimes alimentaires des pays à faible revenu sont généralement riches en céréales, en racines et en tubercules, alors que les pauvres consomment moins de viande, de produits laitiers, d'huile ainsi que de fruits et légumes (englobés sous l'intitulé «Autres» à la Figure 25). Ces aliments sont généralement plus chers mais ce sont aussi ceux où la concentration de nombreux nutriments est la plus élevée. Les produits carnés et laitiers sont riches en protéines et micronutriments de grande qualité comme le fer, le zinc et la vitamine A. Les fruits

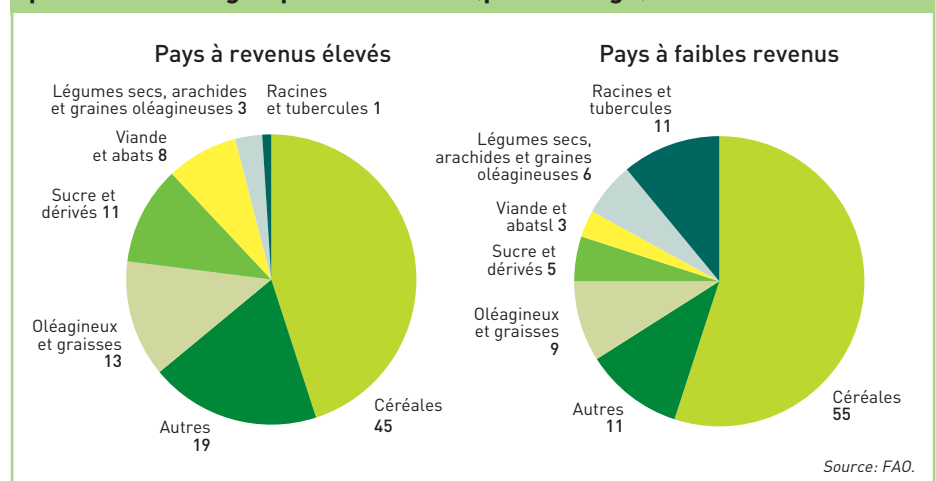
et légumes contiennent des précurseurs de la vitamine A. Les huiles sont riches en énergie alimentaire. Ainsi, les pauvres des pays en développement souffrent généralement de façon disproportionnée de la malnutrition car une alimentation diversifiée et bien équilibrée leur est trop onéreuse.

La première réaction des ménages face aux prix élevés des aliments est d'acheter moins de denrées ou de basculer vers des produits moins chers. Malgré le renchérissement du riz à l'importation après la dévaluation du franc CFA en 1994, de nombreux ménages urbains de Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal ont continué d'en consommer dans les mêmes quantités. La charge pesant sur les budgets alimentaires a amené les ménages les plus pauvres de ces régions à réduire la diversité de leurs régimes. Ainsi, à Dakar (Sénégal) et Brazzaville (Congo), la part des graisses et des légumes dans l'alimentation a encore diminué⁹.

Les femmes et les enfants sont particulièrement exposés aux effets nutritionnels dus aux prix élevés des aliments et, contraints à des régimes moins diversifiés, ils sont également plus susceptibles de souffrir de carences en micro-

25

Diversification du régime alimentaire par source énergétique alimentaire (pourcentage)



Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

nutriments. La Figure 26 montre qu'en Afrique subsaharienne, seulement 40-50 pour cent en moyenne des enfants de moins de deux ans ont un régime suffisamment diversifié, ce chiffre tombant à 10 pour cent au Niger et au Togo.

En Zambie, le taux de retard de croissance a progressé chez les enfants dont les mères étaient tombées enceintes durant le renchérissement du maïs qui a été observé en 2001 après la sécheresse.

Lors de la sécheresse et de la crise financière qui ont frappé l'Indonésie en 1997/98, la réaction des mères de famille pauvres a été celle de réduire leur propre ration calorique afin de mieux nourrir leurs enfants, ce qui s'est traduit par une aggravation de leur dépérissement¹⁰. Les enfants risquaient en outre d'être confiés à des familles d'adoption pour réduire le nombre de bouches à nourrir. Les ménages ont également réduit leurs achats d'aliments plus nutritifs et riches en protéines pour pouvoir acheter le principal aliment de base (le riz), ce qui a accru la prévalence de l'anémie chez les mères et les enfants. Les conséquences ont été particulièrement dévastatrices pour ceux conçus et sevrés durant la crise. Ces exemples témoignent des effets à long terme et intergénérationnels de l'augmentation des prix alimentaires sur la croissance et le développement des enfants.

Comme expliqué précédemment, l'incidence effective de la hausse des denrées, en particulier pour les céréales échangeables, dépend également des cultures et habitudes alimentaires des différents pays.

Incidence sur la dénutrition

On a vu que la hausse des denrées de base peut se traduire par une augmentation de la sous-alimentation (du fait de la baisse de l'apport énergétique alimentaire). La Figure 27 montre les liens qui, de manière générale, existent entre sous-alimentation et prévalence de la dénutrition chez les enfants de moins de cinq ans. On peut raisonnablement en conclure que la dénutrition des enfants croît parallèlement à la sous-alimentation. Les niveaux de dénutrition sont particulièrement aigus lorsque la sous-alimentation touche plus de 10 pour cent de la population. La dénutrition devrait donc progresser chez les enfants de moins de cinq ans, en

Indonésie: une hausse des prix synonyme de malnutrition accrue

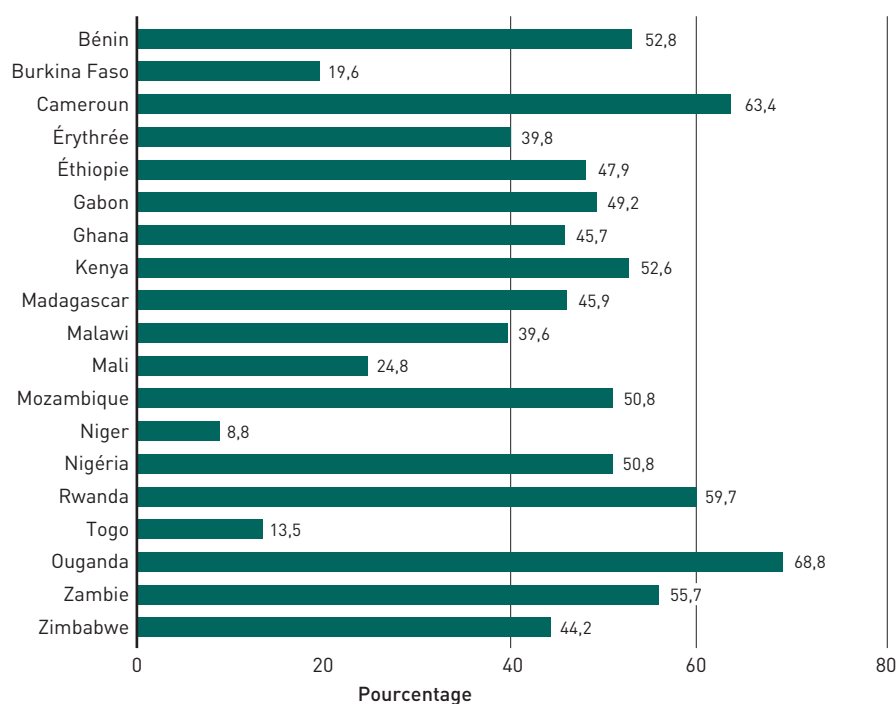
Bien que la croissance de l'économie indonésienne se situe à environ 6 pour cent par an, près de 100 millions de personnes y vivent avec moins de 1 dollar EU par jour. Les données de l'UNICEF font état d'une progression de la malnutrition infantile. Au premier semestre 2008, elle a causé la mort de dizaines d'enfants de moins de cinq ans.

Dans le même temps, le coût des produits à base de soja qui, comme le tofu et le tempeh, sont une source vitale de protéines a renchéri de quelque 50 pour cent du fait de la montée en flèche du prix des denrées sur les marchés internationaux.

Source: IRIN news service, juin 2008.

26

Enfants âgés de 6 à 23 mois d'Afrique subsaharienne recevant un nombre approprié* de groupes d'aliments



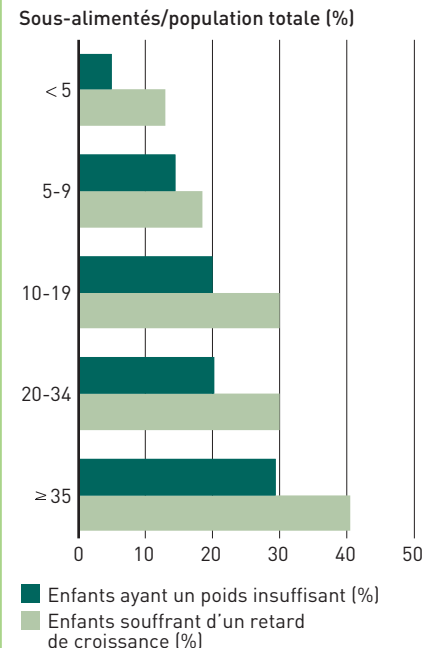
* Le nombre approprié de groupes d'aliments est de trois pour les enfants qui sont allaités et de quatre pour les enfants qui ne le sont pas.

Source: A.G. Mukuria, M.T. Kothari and N. Abderrahim. 2006. Infant and young child feeding updates. Calverton, États-Unis d'Amérique, ORC Macro.



27

Dénutrition des enfants de moins de cinq ans



Côte d'Ivoire: des prix élevés pèsent sur les dépenses de santé

En Côte d'Ivoire, le renchérissement des aliments conduit les citoyens pauvres à réduire leurs dépenses en produits non alimentaires essentiels tels que les médicaments. Ainsi l'exemple de Drissa Kone, un homme qui souffre d'une grave infection respiratoire et, à leur prix officiel, les médicaments de son ordonnance lui coûteraient 35 000 francs CFA (83 dollars EU). Conscient qu'il ne pourra rassembler les sommes nécessaires, il a décidé d'acheter à un coût très inférieur des médicaments contrefaits sur le marché du quartier d'Adjamé, à Abidjan. Il a dit «Je peux acheter les mêmes produits au cachet plutôt qu'à la boîte, pour seulement 150 francs CFA (0,35 dollar EU). Avec 500 francs CFA (1,19 dollar EU), j'ai de quoi tenir trois jours!» explique-t-il. Mais la qualité de ces médicaments laisse à désirer. Ils sont généralement moins effi-

caces que les produits originaux, un grave problème lorsque l'on traite des maladies mortelles comme le paludisme. Parfois même, ils peuvent contenir un mélange de produits chimiques qui aggravent l'état de santé.

Ambroise Kouadio est docteur à Abidjan. Selon lui, même si les risques associés à l'utilisation des médicaments contrefaits sont assez bien compris, le nombre de personnes qui, comme Drissa Kone, se tournent vers eux va croissant. «L'État a construit un grand nombre de nouveaux centres sanitaires et d'hôpitaux, mais les gens restent pauvres. Ils doivent choisir entre les soins de santé et la nourriture et le plus souvent, c'est l'alimentation qui l'emporte.»

Source: IRIN news service, juillet 2008.

particulier si les prix demeurent élevés et si des mesures préventives ne sont pas adoptées.

Stratégies d'adaptation non alimentaires

Une fois examinées les répercussions à court terme de l'envolée des prix alimentaires sur la sous-alimentation, il convient d'apprécier ses effets négatifs à long terme sur les niveaux nutritionnels et leurs conséquences lorsque les ménages cherchent à s'adapter en réduisant leurs dépenses non alimentaires et/ou en augmentant leurs revenus. La réduction des dépenses d'éducation, souvent déjà faibles chez les pauvres, et de santé se traduit par une détérioration de l'état sanitaire et par un recul de la scolarisation, ce qui compromet les futures activités rémunératrices des enfants et leurs perspectives générales de développement.

Les ménages pourraient dans certains cas rechercher de nouvelles activités rémunératrices. Les mères de jeunes enfants auraient donc moins de temps à leur consacrer, d'où des répercussions sur leur santé et leur nutrition. Par ailleurs, la maladie et la malnutrition sont étroitement liées. En effet, la malnutrition augmente la probabilité d'observer différents types d'infections dues à une réduction de l'utilisation par le corps de certains nutriments essentiels. Les activités sanitaires courantes, telles que le suivi de la croissance des enfants et les vaccinations, ont reculé après la dévaluation du franc CFA en 1994 à Brazzaville, en partie car les mères avaient moins la capacité ou la volonté d'emmener leurs enfants aux centres sanitaires. La prévalence des retards de croissance et du dépérissement a progressé et la qualité nutritionnelle des aliments complémentaires pour enfants a reculé¹¹.

La hausse du taux d'activité des femmes pourrait provoquer un recul, ou une baisse de la qualité, des soins apportés aux enfants à la maison. Ce phénomène est susceptible de perturber l'allaitement, la préparation des aliments à domicile et les pratiques sanitaires. Il peut aussi empêcher les mères de solliciter une aide médicale lorsque les enfants sont malades. En outre, les enfants plus âgés pourraient être contraints de s'occuper des plus jeunes à la place des mères, alors qu'ils sont moins aptes à le faire. Il est aussi possible que l'augmentation du travail des enfants, que ce soit à la maison ou à l'extérieur, affecte leur nutrition et leur éducation.